Article 31 du Règlement

M. le vice-président: Je vais permettre au député de Regina—Lumsden de répondre après la période des questions, si nous nous penchons toujours sur ce projet de loi.

Comme il est 11 heures, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA RÉFORME DU SÉNAT

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, sauf le respect que je dois aux électeurs de l'Alberta, je m'oppose aux récentes élections sénatoriales dans cette province. En général, il est inacceptable que chaque province détermine la méthode de sélection des sénateurs. Une province comme l'Alberta pourrait demander à tous ses électeurs de se prononcer sur toutes les candidatures, tandis qu'une autre province pourrait faire élire des sénateurs dans chaque circonscription ou selon la formule du scrutin proportionnel. Ce serait le chaos dans tout le Canada.

Dans le cas de l'Alberta, étant donné la méthode employée, il se pourrait que les sénateurs viennent tous de la même ville. Si la Nouvelle-Écosse utilisait le même système, la plupart ou la totalité des sénateurs viendraient d'Halifax. Cette formule assurerait à peine une représentation adéquate à l'Alberta, à la Nouvelle-Écosse ou à n'importe quelle autre province.

Une question aussi importante que la réforme du Sénat doit aboutir à un système uniforme approuvé par tous les gouvernements concernés et conforme à notre Constitution. La sélection des sénateurs doit se faire de façon ordonnée et uniforme dans tout le Canada.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Hier, monsieur le Président, le député de South Shore a fait une affirmation au sujet du projet de loi C-21, affirmation que je me dois de rectifier. Ce n'est pas à cause du Sénat que le nombre minimum de semaines requis pour être admissible à l'assurance-chômage est passé de 10 à 14 dans Guysborough, mais bien parce que son gouvernement a rejeté à la Chambre un projet de loi qui aurait maintenu le nombre minimum requis pour l'admissibilité entre 10 et 14 semaines pour une autre année.

Le député devrait savoir que, si le projet de loi C-21 est adopté, les chômeurs dans sa circonscription vont avoir besoin non pas de 14 semaines pour devenir admissibles aux prestations, mais 15 semaines s'ils vivent dans le comté de Lunenburg ou 18 semaines s'ils vivent dans les comtés de Queens ou de Shelburne. De plus, les prestations d'assurance-chômage versées à ses pêcheurs seront plus vulnérables, car elles seront financées sur les revenus généraux.

Au lieu de traiter les sénateurs d'hypocrites, le député rendrait un meilleur service à ses électeurs s'il demandait à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration de retirer ce projet de loi et de rétablir entre 10 et 14 le nombre minimum de semaines requis pour l'admissibilité à l'assurance-chômage, comme les députés de ce côté-ci de la Chambre se sont évertués à lui dire.

* * *

LE NOUVEL AN CHINOIS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est): Monsieur le Président, l'année passée n'a pas été facile pour de nombreux Canadiens d'origine chinoise. Le massacre de la place Tiananmen a scandalisé le monde entier. Le sentiment de loyauté envers la patrie a été mitigé de crainte devant de nouvelles répressions. L'incertitude a augmenté à Hong Kong, et bien des gens ont décidé d'émigrer au Canada.

Les tensions se sont accrues en Colombie-Britannique lorsque les nouveaux immigrants ont été accusés injustement de faire monter le prix des maisons. Le gouvernement canadien a vendu des billets d'entrée dans notre pays à de riches investisseurs alors que des parents pauvres s'en sont vu refuser l'entrée. Le racisme est apparu. Tout récemment, un insigne raciste a circulé en Alberta, dénigrant les minorités visibles et le multiculturalisme.

Les Canadiens d'origine chinoise apportent leur contribution à tous les niveaux de la vie canadienne, dans les entreprises comme travailleurs ainsi que dans les professions libérales comme juges et comme lieutenant-gouverneur. L'immigration a réuni des familles qui s'établissent pour s'établir. Leurs enfants sont parmi nos meilleurs étudiants. Notre économie et nos collectivités s'en trouvent renforcées et notre culture, enrichie. Je sais que tous les parlementaires se joignent à moi pour dire «Gung hai, fay choy, bonne fête du Nouvel An chinois».

* * *

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, comme la date limite pour la ratification de l'Accord du lac Meech approche rapidement, je tiens à réaffirmer clairement, comme je l'ai déjà fait à plusieurs occasions, que j'appuie vigoureusement